MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Maroc

Une publication du SER de Rabat
31 août au 11 septembre 2026

Le chiffre à retenir

61,8/100

Index of Economic Freedom – Heritage Foundation

L'économie marocaine obtient en 2026 un score de 61,8/100 dans l'Index of Economic Freedom de Heritage Foundation, en progression de +1,5 point sur un an. Le Maroc se classe ainsi 83ème au niveau mondial et 7ème sur 18 économies dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord. Son score demeure supérieur à la moyenne mondiale (59,9) et régionale (58,6).

Dans son analyse, le rapport met en avant les progrès réalisés en matière d'ouverture des marchés et d'attractivité de l'investissement. Dans ce champ, le Maroc se classe 1er en Afrique avec un score de 80/100, contre 75 en 2025. Ces résultats traduisent les effets des réformes engagées pour renforcer le dynamisme du secteur privé, améliorer l'environnement des affaires et diversifier les moteurs de croissance de l'économie marocaine.

L'indice souligne également les progrès réalisés en matière de réglementation économique. La liberté d'entreprendre atteint 72,1/100 et la stabilité monétaire 79,6/100, témoignant d'un environnement relativement favorable à l'activité économique.

Activités macroéconomiques & financières

Echanges extérieurs : le déficit commercial se creuse, malgré la bonne tenue des recettes en devises

À fin juillet 2026, le déficit commercial du Maroc s'est établi à 244,7 MMDH, en hausse de +26,5 % par rapport à la même période de 2025, selon les données de l'Office des changes. Cette détérioration s'explique par une progression des importations (+15,9 %, à 544,0 MMDH) nettement plus rapide que celle des exportations (+8,4 %, à 299,3 MMDH).

La progression des exportations reste portée par certaines filières industrielles. L'automobile, 1ère filière exportatrice, enregistre une hausse de +14,9 % pour atteindre 107,1 MMDH, tandis que l'aéronautique progresse de +19,7 %, à 20,6 MMDH. En revanche, les exportations de phosphates et dérivés reculent de -7,8 %, celles du textile et cuir de -5,5 % et celles de l'électronique et électricité de -2,9 %.

Le creusement du déficit commercial est toutefois partiellement compensé par la bonne performance des services. L'excédent de la balance des services progresse de +13,2 % pour atteindre 95,5 MMDH, soutenu par des recettes de voyages très dynamiques (+13,1 %).

La position extérieure du Maroc bénéficie également du dynamisme (i) des investissements directs étrangers (IDE), dont le flux net atteint 29,5 MMDH à fin juillet (+58,5 %) et (ii) des transferts des MRE atteignent pour leur part 74,8 MMDH (+8,1 %).

OCP : le groupe marocain multiplie les leviers pour renforcer sa position

Face aux tensions qui bouleversent le marché mondial des engrais phosphatés, OCP accélère sa stratégie d'offensive : bascule des ventes vers le superphosphate triple (TSP), relance du chantier de Mzinda en janvier, sécurisation de nouvelles sources de soufre en Alberta et au Kazakhstan.

Leur dernier mouvement en date est l'annonce d'un projet de coentreprise visant à construire et exploiter une unité de production d'engrais phosphatés en Louisiane, entre OCP North America, filiale du groupe OCP, et CHS, première coopérative agricole détenue par des agriculteurs aux Etats-Unis. Le projet représente un investissement potentiel pouvant atteindre 450 M$ et prévoit une capacité de production de plus d'un million de tonnes d'engrais phosphatés par an. Il vise à réduire la dépendance américaine aux importations d'engrais phosphatés, les Etats-Unis important actuellement près de 40 % de

leurs besoins. La nouvelle capacité pourrait ainsi réduire de plus de 48 % cette dépendance, en rapprochant la production des agriculteurs américains.

OCP cherche en effet à rapprocher sa production des grands marchés agricoles, tout en consolidant ses alliances avec des acteurs stratégiques comme CHS et Koch. Une offensive qui pourrait permettre au groupe de mieux convertir son avantage décisif — plus des deux tiers des réserves mondiales de phosphate — en parts de marché et en influence sur le commerce mondial des engrais.

Grands projets, environnement, industries

ICC : lancement du 1er appel à candidatures de l'accélérateur Iqlaa au Maroc

L'association belge Africalia, la Fondation marocaine Hiba et l'Institut français, en partenariat avec l'Union européenne, ont lancé le 1er appel à candidatures de l'accélérateur Iqlaa, destiné à une vingtaine d'entreprises culturelles et créatives portées par de jeunes entrepreneurs (18 à 35 ans, basés au Maroc). Le programme, ouvert à l'ensemble des filières des ICC (audiovisuel, jeux vidéo, édition, musique, mode et design, patrimoine, médias, etc.), prévoit des bourses d'amorçage de 30 000 à 50 000 MAD et des bourses de croissance jusqu'à 450 000 MAD. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 27 septembre.

Santé : adoption en Conseil de gouvernement d'un projet de loi relatif au système d'information sanitaire national intégré

Le projet de loi n° 52-26, adopté le 22 juillet, crée un cadre de référence national pour la collecte, la gestion et l'échange des données de santé. Il repose sur quatre briques : une plateforme centrale de données assurant l'interopérabilité de l'ensemble des systèmes, publics et privés ; un dossier médical partagé ; un identifiant national de santé unique ; et un système d'information hospitalier public unifié. Une Agence nationale pour la numérisation du système de santé sera créée pour piloter la stratégie nationale de digitalisation, administrer le système intégré et sécuriser les données.

Energies renouvelables : China Energy remporte l'ingénierie et la construction de Noor Midelt I

Le groupe public chinois d'ingénierie énergétique China Energy Engineering Corporation (CEEC) a annoncé avoir signé, via un groupement formé de trois de ses filiales, le contrat de conception, d'approvisionnement et de construction de Noor Midelt I. Le projet avait initialement été attribué en mai 2019 à un consortium conduit par EDF Renouvelables, associé à Masdar et

Green of Africa. Il portait alors sur environ 800 MW et associait photovoltaïque et solaire thermodynamique à concentration, avec stockage thermique, mais n'avait jamais démarré. Le projet a été reconfiguré en une centrale photovoltaïque de 630 MW adossée à près de 1 300 MWh de stockage par batteries. Ce contrat s'ajoute aux autres références marocaines de CEEC, parmi lesquelles la centrale à gaz d'Al Wahda et le lot 9 de la ligne ferroviaire à grande vitesse Kénitra-Marrakech.

Energies renouvelables : la BEI attribue à Offshore Wind Consultants (OWC) l'étude de faisabilité du parc éolien en mer d'Essaouira

Le cabinet international de conseil en énergies renouvelables OWC (filiale du groupe norvégien ABL Group) a annoncé début septembre avoir été retenu par la BEI pour conduire, avec quatre partenaires, l'étude de faisabilité du 1er parc éolien en mer marocain, porté par Masen au large d'Essaouira. La mission durera 24 mois et OWC dirigera un groupement comprenant deux sociétés du groupe français Ginger, Phenixa et Sofeco, le cabinet Gaïa Terre Bleue et le bureau d'études marocain Novec, mobilisant des spécialistes des milieux marins, de l'environnement et de l'éolien.

Hydrogène vert : H2 Global Energy porte à 3,6 Mds $ son portefeuille marocain avec un second projet à Béni Mellal

Après Tanger, le développeur suisse H2 Global Energy annonce un second projet d'ammoniac renouvelable au Maroc, dans la région de Béni Mellal, zone intérieure jusqu'ici peu associée à l'hydrogène vert. Présenté au stade pré-FEED, le projet, hors réseau et alimenté par environ 1,5 GW de solaire avec stockage par batteries, viserait 281 000 tonnes d'ammoniac par an, pour un capex estimé à 2,5 Mds $ et une mise en service en 2029.

Mines : la Direction générale des impôts (DGI) publie un guide des incitations fiscales pour le secteur minier

La DGI a publié fin août un guide qui dresse un état des lieux des mesures fiscales destinées aux secteurs minier et des hydrocarbures. Ce recueil met en avant les principaux avantages prévus en matière d'impôt sur les sociétés, de TVA et de taxe professionnelle pour encourager les investissements et améliorer la compétitivité de ces filières stratégiques. Cette publication traduit la volonté des autorités de renforcer l'attractivité d'un secteur appelé à peser davantage dans l'économie nationale.

Mines : le canadien Steadright explore le potentiel titanifère du littoral de Tan-Tan

La société canadienne Steadright s'apprête à tester le potentiel des sables noirs titanifères sur un 1er périmètre de 16 km^2 entre Tan-Tan et Tarfaya. L'entreprise a obtenu une licence qui serait la première de ce type délivrée sur le littoral atlantique marocain. Afin de réduire l'empreinte environnementale des

opérations sur la plage, l'exploitant prévoit d'implanter l'unité de traitement à environ 30 km de la zone d'extraction, aux environs de Tan-Tan.

Urbanisme : agences régionales, délais modulés et guichet unique pour les grands projets

Deux lois publiées au Bulletin officiel n° 7533 du 10 août 2026 réorganisent les agences d'urbanisme à l'échelle régionale et modifient les règles applicables aux lotissements et aux grandes opérations d'aménagement. Principale nouveauté : la durée de validité de l'autorisation de lotir est désormais liée à la superficie du projet, soit trois ans pour les opérations ne dépassant pas 20 hectares, cinq ans entre 20 et 100 hectares, sept ans entre 100 et 250 hectares, dix ans entre 250 et 400 hectares et jusqu'à quinze ans au-delà. À l'expiration du délai, l'autorisation devient caduque si les travaux d'équipement n'ont pas été achevés. Les textes introduisent également un régime pour les lotissements réalisés par tranches et un dispositif spécifique pour les grandes opérations d'utilité publique, avec plan d'aménagement spécial et guichet unique.

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	4,9 %	0,8 %	-	2,4 %	3,5 %	66,6 %
FMI	4,9 %	0,8 %	13 %	2,1 %	3,5 %	67,1 %
Bank Al-Maghrib	4,9 %	0,8 %	13,1 %	2,4 %	3,5 %	66,6 %
Haut-Commissariat au Plan	4,9 %	0,8 %	13 %	2,4 %	3,5 %	66,6 %

Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	4,2 %	2,4 %	-	3,3 %	3,8 %	67,8 %
FMI	4,4 %	1,6 %	12,3 %	3,3 %	3,4 %	65,9 %
Bank Al-Maghrib	5,2 %	1,5 %	10,8 %	4 %	3,4 %	65,4 %
Haut-Commissariat au Plan	5,0 %	-	10,8 %	1,9 %	3,2 %	66,1 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : lena.bentouta@dgtresor.gouv.fr